



COURS PI

☆ *L'école sur-mesure* ☆

de la Maternelle au Bac, Établissement d'enseignement
privé à distance, déclaré auprès du Rectorat de Paris

1^{ère}
STMG

Enseignement Moral et Civique

Module 1 - Cohésion et diversité dans une société démocratique



- ✓ **Leçons détaillées**
pour apprendre les notions en jeu
- ✓ **Exemples et illustrations**
pour comprendre par soi-même
- ✓ **Prolongement numérique**
pour être acteur et aller + loin
- ✓ **Exercices d'application**
pour s'entraîner encore et encore
- ✓ **Corrigés des exercices**
pour vérifier ses acquis



8.0



PREMIÈRE STMG

ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

Module 1 • Cohésion et diversité dans une société démocratique

CHAPITRE 1 • République et cohésion sociale : cerner l'Axe 1 1

1. Appréhender le concept de « cohésion sociale » 2
2. Une République, des valeurs, des principes..... 6
3. De l'axe vers deux sujets d'étude 9

LES CLÉS DU BAC • Focus sur... l'épreuve orale 11

CHAPITRE 2 • Solidarité et fraternité 15

1. Deux marqueurs forts de la République..... 16
2. Une manifestation à différentes échelles..... 19
3. L'État, garant et acteur de la solidarité nationale..... 23
 - Les recettes fiscales de l'État : les impôts..... 23
 - Les mécanismes et visées de la redistribution de l'impôt..... 25
 - La Sécurité sociale 26
4. Valeurs et principes mis à l'épreuve des inégalités et de la pauvreté..... 28
 - La pauvreté : un phénomène quantifié et bien réel..... 28
 - Les inégalités économiques et sociales : un danger pour la cohésion sociale et la démocratie 33

CHAPITRE 3 • L'égalité femmes-hommes 37

1. Florilège de préjugés 38
2. Un long combat pour l'égalité des droits 40
 - Olympe de Gouges : la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne 40
 - Histoire des droits des femmes : dates marquantes 42
 - L'obtention du droit de vote..... 43
3. Parité et place de la femme dans le monde professionnel..... 45
 - Une égalité professionnelle encadrée et encouragée par la loi..... 45
 - Une absence d'égalité professionnelle chiffrée et perceptible..... 46
4. Parité et place de la femme dans la sphère politique..... 48
 - Une égalité en politique encadrée et encouragée par la loi 48
 - Une absence d'égalité réelle en politique, réellement chiffrée et perceptible..... 50
5. « Liberté, parité, sororité » ? 56
 - « Demain : fort engagement de l'État ou État fort peu engageant » ?..... 57
 - « Demain : #YouToo + #MeAgain » ?..... 59
 - « Demain : nous appartient » !..... 61

CHAPITRE 4 • République et Nation : cerner l'Axe 2 63

1. Appréhender le terme de « nation » 64
2. Une République, 65 millions de français, 130 millions de citoyens ? 70

LES CLÉS DU BAC • Focus sur... l'épreuve orale 72

CHAPITRE 5 • Nationalité et citoyenneté 75

1. Communauté nationale, communauté ouverte ! 76
2. Communauté nationale, communauté ouverte ? 80
3. « Aux grands Hommes, la Patrie reconnaissante » 85

CHAPITRE 6 • Sous-nations visibles d'un État-nation indivisible 99

1. « Ô centre de la Nation » ou « au centre de la Nation » ? 100
2. Chronologie d'une décentralisation : des actes et des lois 106
3. Regard sur 40 ans de décentralisation 111
4. Benvengut ! Parlas occitan ? 114

CORRECTIONS • Exercices, activités et applications 129

Tous les exercices, activités et applications proposés dans nos manuels disposent de corrigés-types.

Pour une meilleure manipulation :

- Dans la *version papier*, vous les retrouverez regroupés en toute fin du fascicule, présentés dans l'ordre de progression de vos apprentissages, et les repérerez à la **couleur** du contour de leurs pages.
- Dans la *version numérique* de l'ouvrage, chaque correction est accessible en scannant le QR code que vous trouverez à l'emplacement de l'énoncé correspondant.

N.B. : attention, l'ensemble des **QR codes orange** que vous trouverez dans ce manuel ont un **accès réservé à un profil encadrant** ; leur accès est impossible à partir d'un profil apprenant.

ÉVALUATIONS • Contrôles périodiques des acquis hors manuel

Trois temps d'évaluation sont positionnés dans ce manuel.

Clairement identifiés, ils vous indiquent le moment de composer les devoirs que vous transmettez ensuite au corps enseignant pour évaluation de vos nouvelles acquisitions.

Par simple connexion sur un navigateur Internet ou en suivant le QR code ci-contre, rendez-vous sur **PoulPi** pour : y retrouver vos énoncés au format numérique et les télécharger ; déposer vos copies ; les retrouver corrigées, notées et annotées ; directement enregistrer vos exercices d'oralité ; et bien plus encore...

N.B. : attention, l'ensemble des **QR codes bleus** que vous trouverez dans ce manuel sont **accessibles tant depuis un profil encadrant que depuis un profil apprenant**.





Le cours



← Votre manuel, partie **cours**, en version numérique

Votre **tableau de bord**, sur PoulPi, en accès rapide →



RÉPUBLIQUE ET COHÉSION SOCIALE : CERNER L'AXE 1



« République et cohésion sociale » ?

Soyons précis : « Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale », c'est ainsi que se nomme le premier de nos deux axes au programme de Première.

Soyons précis, c'est important.

*Car, comme nous prévient **Albert Camus** en son temps, « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ».*

Voici donc ce qui nous occupera le temps de ce premier chapitre : nous évertuer à ne pas tomber dans ce piège contre lequel mise en garde a été faite.

Par respect pour le lauréat du prix Nobel de littérature de 1957, certes, mais pas que.

Dans le cas présent, avoir la maîtrise de l'axe en lui-même c'est vous offrir, par effet de ricochets, davantage de maîtrise sur les sujets que vous présenterez à l'examen.

Mieux, nous avons imaginé d'en faire un point de départ commun aux deux sujets que nous rencontrerons aux chapitres 2 & 3...

Mais pour cela, cela va nécessiter que nous... soyons précis, c'est important.

Et c'est ainsi, méticuleusement, que nous procéderons et progresserons : d'une variable de notre équation, « la cohésion sociale », vers la seconde qu'incarne « la République, avec ses valeurs et principes ».

Que n'y aurons-nous alors pas décortiqué ?

Ce qui se trouve entre les deux, exact.

Qu'en ferons-nous ?

« Minute papillon », chaque chose en son temps : commençons par nommer correctement les choses avons-nous conclu, n'est-ce pas ?

Appréhender le concept de « cohésion sociale »

« Cohésion sociale » ? Tout de suite comme ça, sans échauffement ?

Pas faux. Alors, en guise de mise en route, essayons-nous à une première hypothèse !



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

 **1)** Notre base de travail : la définition du mot « cohésion » accessible via le QR code ci-contre. Isolez-en les mots que, par hypothèse ou déduction, vous imaginez être transposables au concept de cohésion sociale.



2) Notre base de travail : la définition du mot accessible via le QR ci-contre. Faites-en lecture, puis isolez les mots que, par hypothèse ou déduction, vous imaginez contraires au concept de cohésion sociale. Proposez une reformulation de ces éléments repérés pour qu'ils deviennent alignés sur celui-ci.



3) Formulez une ou plusieurs hypothèses de définition pour « cohésion sociale ».



Une conformité à des normes, une acceptation d'adhésion à une société, un bénéfice individuel mais apparemment collectif en même temps... **Quel pas de géant n'avons-nous pas fait ! À partir de rien qui plus est. Creusons ce que nous avons maintenant entre les mains !**



Sa démonstration est passionnante, allant pour autant au-delà par moments de ce qui nous concerne spécifiquement ici. Pas de panique, pour cette activité ce sont les questions ci-dessous qui vous garderont dans notre cadre et vous guideront.



- 2) Faites ressortir des propos de Serge Paugam ce que semblent partager les individus faisant société. Puis essayez de synthétiser l'ensemble autour de grands mots-clés.

[illegible]

- [illegible]

-
-
-
-

3) Repérez des garanties sanctuarisées comme dues aux citoyens ?



L'ESSENTIEL

La cohésion sociale désigne la capacité d'une société à faire vivre ensemble ses membres de manière unie et stable. Elle repose sur l'existence de valeurs, de règles communes et de liens sociaux qui permettent aux individus de se sentir appartenir à une même société.

Pour comprendre cette notion, il faut retenir que la cohésion sociale s'appuie d'abord sur des liens sociaux variés (familiaux, professionnels, civiques et relationnels) qui assurent l'intégration des individus. Comme l'ont montré les travaux de sociologues, ces liens permettent à chacun de trouver sa place dans la société et de bénéficier à la fois de protection (sécurité matérielle, soutien) et de reconnaissance (sentiment d'utilité et d'appartenance). La cohésion sociale suppose également le partage de normes et de valeurs communes, qui organisent la vie collective, ainsi que la reconnaissance de droits et de devoirs identiques pour tous.

Elle implique enfin que chacun puisse participer à la vie sociale, économique et politique, et accéder à des conditions de vie satisfaisantes (éducation, emploi, protection sociale). Ces éléments favorisent la solidarité entre les individus et limitent les situations d'exclusion ou de marginalisation.

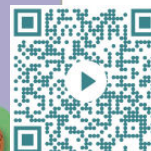
La cohésion sociale se manifeste donc par le sentiment d'unité, la confiance entre les individus, l'entraide et la poursuite d'objectifs communs. Elle contribue ainsi à la stabilité de la société et au bon fonctionnement de la démocratie.

Cependant, elle peut être fragilisée par les inégalités, les discriminations ou la pauvreté, qui affaiblissent les liens sociaux et remettent en cause le sentiment d'appartenance. Elle nécessite donc l'action des pouvoirs publics, notamment à travers des politiques de solidarité et d'inclusion, ainsi que l'engagement des citoyens, pour être maintenue et renforcée.



- ### 3) Qu'est-ce qu'une « QPC » ?

Bien, place aux valeurs et principes. Une activité courte et sans difficulté, mais nécessaire pour asseoir vos connaissances. Pour la suite. Là encore : visionnez, et relevez les éléments pertinents sous forme de prise de notes. Ensuite, recoupez et complétez vos notes avec les informations contenues dans le document ci-dessous. Ceci fait, répondez aux questions proposées en page suivante.



Les valeurs et principes de la République

Les valeurs et principes de la République française sont définis et garantis par la Constitution :

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » (article 1).

Ses valeurs sont énoncées dans sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité » (article 2).

L'indivisibilité

Elle signifie l'unité du pouvoir politique : la France forme une Nation dans laquelle aucun individu (ou groupe) ne peut s'attribuer ce pouvoir. La **souveraineté** appartient au peuple. Ce principe d'indivisibilité garantit que les lois sont appliquées de la même manière pour tous les citoyens sur tout le territoire (métropole et outre-mer).



Le caractère social

Il renvoie à :

- **La solidarité** : la Nation a pour obligation « d'assurer à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement » (éducation, logement, emploi, santé...) et d'œuvrer à l'amélioration de la condition des plus démunis.
- **La fraternité** : c'est la reconnaissance de l'autre comme différent mais participant à la même communauté politique, qui unit tous les citoyens. Elle se manifeste notamment par le paiement de l'impôt pour financer les services publics, la distribution des **prestations sociales** et la construction d'infrastructures.



La laïcité

Elle se fonde sur :

- **La liberté de conscience** : chacun peut pratiquer la religion de son choix, en changer, ou ne pas en avoir, dans le respect de l'ordre public et des croyances des autres.
- **L'égalité** : l'État ne reconnaît aucune religion, et tous les citoyens sont égaux devant la loi, quelles que soient leurs croyances et convictions.
- **La neutralité** : depuis 1905, avec la loi de séparation des Églises et de l'État, l'État n'impose, ne privilégie et n'interdit aucune religion, et les **pouvoirs publics** ne subventionnent (financent) directement aucun culte.

Le caractère démocratique

Il repose sur :

- **La participation et la représentation des citoyens** : la désignation des différents pouvoirs se fait au suffrage universel (ouvert à tous les citoyens majeurs), égalitaire (chacun dispose de 1 voix) et secret (chacun vote, dans un isolement, librement et sans pression extérieure).
- **Les libertés publiques** : quels que soient leur lieu de vie, leur origine, leur religion, leur façon de vivre, tous les citoyens ont les mêmes droits et libertés, dans le respect de la loi et de ce qui ne nuit pas à autrui :
 - libertés et droits civils : penser librement, exprimer son opinion, circuler, avoir ou non une religion...
 - libertés et droits politiques : voter, se présenter à une élection, adhérer à un parti politique...
 - libertés et droits économiques et sociaux : obtenir un emploi, être éduqué, accéder à la culture, faire grève...
- **L'égalité entre les citoyens** : les citoyens ont tous les mêmes droits et la même valeur aux yeux de l'État.



MOTS-CLÉS

Souveraineté : pouvoir suprême. En démocratie, la souveraineté est exercée par le peuple (par référendum) ou par les représentants qu'il a désignés (président de la République, députés, sénateurs, maires et conseillers municipaux, départementaux, régionaux).

Pouvoirs publics : autorités qui déterminent et conduisent l'action de l'État (le gouvernement, le Parlement, le Conseil constitutionnel...).

Prestations sociales : dispositif d'aides financières accordées pour faire face à des risques de la vie (santé, chômage, invalidité, pauvreté...).

1) Nommez les 4 grands principes fondamentaux.

2) Qu'est-ce que « l'indivisibilité de la République » ?

3) Expliquez en quoi la République française est dite « sociale ».



L'ESSENTIEL

On ne fera ni plus concis, ni plus clair que les articles 1 et 2 de la Constitution française :

Principes : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale »

Valeurs : « Liberté, Égalité, Fraternité »



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Et vous, vous en pensez quoi...

- 1) ... de notre Axe 1 ? Expliquez **comment vous comprenez la phrase** « Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale ». Que veut-elle dire, pour vous ?

- 2) ... de la formulation « à l'épreuve de » ? Sortez-la du cadre de cette seule phrase et partagez **comment vous la définiriez, avec vos mots et sans aide / vérification extérieure.**

***N.B. :** cette activité n'attend pas de correction-type propre, mais elle nous sera utile à la compréhension des prolongements ci-après...*



Nous allons avoir recours à l'arbitre de référence en la matière.
Lisez l'ensemble de la définition qu'il nous donne pour le mot
« épreuve ».



- 1) Si l'on suit à la lettre la définition de « à l'épreuve de » qui nous est donnée, donnez la signification de la phrase « Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale ».

- 2) Réécrivez le titre de notre axe en remplaçant « à l'épreuve de » par une autre formule donnée dans ce dictionnaire et qui lui ferait, du coup, prendre un tout autre sens. Expliquez-en ensuite le sens.



A ce stade, nous avons interrogé l'ensemble des termes contenus dans le premier axe que nous allons investir.

Investir pour le plaisir d'apprendre et enrichir notre savoir, mais avant tout avec en ligne de mire le Bac que vous vous apprêtez à décrocher.

Ce chapitre introductif nous a donné une vision plus claire et nourri de nouvelles réflexions.

Il est l'heure d'établir notre plan de bataille !



Mode Clés du Bac activé.



FOCUS SUR... L'ÉPREUVE ORALE



ZOOM SUR LES REGLES DU JEU !

En début d'épreuve, vous vous présenterez à l'examineur en lui proposant une **liste de 4 contenus étudiés : 2 portant sur l'axe 1, 2 portant sur l'axe 2**. L'examineur choisira alors lequel des 4 vous aurez à traiter.

L'épreuve que vous passerez est dès lors structurée en 3 temps :

- Préparation (30 min.)
- Exposé (10 min. max)
- Entretien avec l'examineur (20 min. max)

Les documents officiels énoncent que **l'élève doit :**

- **présenter** une **situation** ou un **débat** en lien avec un contenu du programme ;
- **identifier** les **valeurs** et **principes démocratiques** en jeu ;
- **expliquer comment l'étude** de cette situation **nourrit sa réflexion personnelle**.

Votre évaluation se basera sur votre capacité à :

- exercer un jugement argumenté ;
- mobiliser les valeurs de la République ;
- analyser une situation démocratique contemporaine ;
- s'exprimer clairement à l'oral.

ECLAIRAGE

Le présent module a été pensé pour vous mettre dans les meilleures dispositions de réussite à cette épreuve. Il a donc été construit à partir du cadre imposé de cette épreuve.

Ainsi, il contient 4 domaines d'étude – 2 portant sur l'axe 1, 2 portant sur l'axe 2. La destinée de ces domaines étudiés est de venir nourrir la liste à remettre à l'examineur au début de l'épreuve.

« Nourrir et remplir » serait en réalité plus juste : 4 étant abordés, 4 étant attendus le jour de l'examen.

Ceci étant dit, le choix des sujets présentés vous appartient et n'appartient qu'à vous : rien ne vous oblige à ce que ce soit ceux que nous explorerons ici. Libre à vous également de les retenir, mais de vouloir les présenter en modifiant l'angle et/ou la problématique que nous vous proposons ici.



Dans ce qui suit, nous nous concentrerons spécifiquement sur les sujets relatifs à l'axe 1 qui nous occupe actuellement.

Dans les programmes officiels, il est énoncé que les 2 axes sont de même importance : la répartition du temps à consacrer entre l'un et l'autre est faite (presque) à 50-50. Néanmoins, force est de constater que notre axe 1 a une densité de domaines bien plus importante : « solidarité et fraternité », « égalité femmes-hommes », « discrimination et société inclusive », « racisme, antisémitisme, antisiganisme, xénophobie, haine anti-LGBT » et « pluralisme ».

Ce module réserve chacun de ses chapitres 2 et 3 au traitement de l'un d'entre eux.

Arbitrairement, nous avons opté pour développer :

- « Solidarité et fraternité » au chapitre 2
- « Égalité femmes-hommes » au chapitre 3

« Mais alors, la méthodo ? »

Une bonne méthodologie vise à réaliser plus rapidement et plus efficacement son programme d'études... et ses examens.

Appliqué au cas présent, ce que nous vous proposons tient en un mot : « mutualisé ».

Transcription concrète :

- 1 sujet « Solidarité et fraternité » + 1 sujet « Égalité femmes-hommes » présentés
- = 1 même intro
- + 1 même problématique
- + 1 même schéma de développement
- + 1 même conclusion

« Mais alors, comment 1 + 1 pourrait ne pas faire 2 ? »

C'est là toute la raison d'être du chapitre 1 que nous venons de refermer.

Les domaines ont un point commun : l'axe duquel ils découlent.

L'idée : en faire notre point de départ, notre pierre angulaire, notre fil rouge.

Transcription concrète. Déroulons l'exposé oral imaginé, que vous saisissez l'idée proposée :

1 Introduction – Ouverture

- Se fier à Albert Camus : définir « cohésion sociale » & « valeurs et principes de la République »
- Interroger l'utilisation de « à l'épreuve de » :
- *Les valeurs et principes de la République sont faits pour résister à la cohésion sociale / ne point redouter les atteintes d'une absence de cohésion sociale ?*
- *Les valeurs et principes de la République sont mis à l'épreuve par la cohésion sociale ?*

2 Introduction – Annonce de la problématique

Nous vivons dans un XXI^{ème} siècle marqué par des avancées technologiques sans précédent, chamboulant nos modes de vie, nos cadres de travail et nos styles d'interaction avec autrui. Par opposition à ce rythme effréné, les valeurs et principes de la République se veulent, par nature, intangibles.

Au point de ne point redouter une fragilisation de la cohésion sociale ?

Ou au contraire, sans jamais transiger avec ses grands principes, d'être mis au défi permanent d'agir pour ne pas la voir s'effriter ?

3 Introduction – Annonce du plan

Le schéma de votre plan pourra être identique, que vous ayez à traiter du thème du chapitre 2, ou de celui du chapitre 3.

En somme :

Partie 1 > « à l'épreuve de » : rôles et actions de l'État républicain.

Partie 2 > « mis à l'épreuve » : mise en lumière d'un exemple faisant peser un risque sur le niveau de cohésion sociale.

4 Développement

Vous nourrirez le contenu des parties 1 et 2 de votre plan grâce à :

- L'étude du chapitre ci-après (2 ou 3) en lien avec le sujet traité à l'examen
- Vos connaissances personnelles bien sûr
- Tout autre élément rencontré dans le reste de votre module et que vous jugeriez pertinent d'insérer (et, oui, il y en a)

5 Conclusion

La conclusion vous revient !

Rappelez-vous : « *expliquer comment l'étude de cette situation nourrit sa réflexion personnelle* ».

Cet espace de parole est un moment opportun pour cela.

Vous devrez inévitablement, en premier lieu, conclure sur la problématique que vous avez posée : « à l'épreuve de » ou « mis à l'épreuve de ».

A vous de trancher in fine, mais il n'est pas irréaliste de penser que l'une et l'autre des formulations se vérifient conjointement.

Et que c'est peut-être justement ce constat qui est sain : l'un ne peut aller sans l'autre, et c'est en étant attentif à l'un que l'on s'assure de préserver l'autre.

Enfin, n'oubliez pas qu'il n'y a de meilleur point final à une conclusion qu'une ouverture.

Une idée ? Un exemple de situation où principes et cohésion sortent renforcés grâce à un événement ponctuel provoquant une adhésion volontaire de la population.

Une illustration vous est proposée ci-après, mais là encore sur ce point, le choix vous revient entièrement.



« Pendant une petite période, nous étions tous français, quelle que soit notre couleur de peau. Et ça, cela n'avait pas de prix ». Cette « petite période » est née un 12 juillet 1998.

Ce soir-là, Didier Deschamps, Zinédine Zidane, Thierry Henry (à qui l'on doit cette citation) & co soulèvent la coupe du monde : c'est la première fois que la France est championne du monde de football. La compétition, qui se déroule en France, crée un engouement fou dans l'ensemble des foyers français. Du jamais vu.

Le football et les footballeurs changent alors de dimension à tout jamais.

Le footballeur bascule au rang d'icône, de « personnalité préférée des français », de star dont on observe chaque mouvement.

En 1998, la France entière est derrière eux. Pour ce qu'ils font sur le terrain, mais aussi pour ce qu'ils représentent. On parle alors de « France Black Blanc Beur ».

Le soir du 12 juillet, les Champs-Élysées sont noirs de monde, les drapeaux français volent et l'image de Zidane est projetée sur l'Arc de Triomphe.

« Dommage de ne pas avoir profité de cet engouement et de cet élan sincère à tous les niveaux. Il fallait enfoncer le clou » dira celui que tout le monde appellera dorénavant « Zizou ». Oui, le soufflet retombera peu après, et les bienfaits capitalisés à moyen terme largement discutables.

Néanmoins, il n'en reste pas moins un exemple de moment de bonheur partagé volontairement et spontanément par l'ensemble des citoyens français, dans toute leur diversité. Un moment de forte cohésion sociale où flottait dans l'air un doux sentiment d'être libres et égaux, où des sourires partagés transpiraient une société à la fraternité et à la foi en l'avenir retrouvées.

Pour (re)découvrir cet épisode historique et en parfaire votre connaissance, une sélection de documents vous attendent ci-après.

Se replonger dans l'époque



Analyser l'époque



La dimension politique



Crédit : Ph. Perusseau, FEP, Panoramic

CHAPITRE 2

SOLIDARITÉ ET FRATERNITÉ



« Responsabilité mutuelle entre deux ou plusieurs personnes, qui implique entraide et assistance ».

Vous ne l'auriez certainement pas définie tout à fait ainsi, exactement avec ces mots-ci.

Mais l'idée aurait été celle-là, vous n'en auriez pas été très éloigné.

De la solidarité, puisque c'est d'elle dont on parle.

Dont on parle « encore », même aurait-on envie de dire. Oui, car autant de la lecture de cette définition dans le dictionnaire de l'Académie française nous aurions tous pu sans l'ombre d'un doute nous passer, autant, non, ce ne fut pas malgré tout une action tout à fait inutile.

Nous y remarquâmes une chose : son recours tous azimuts dans les domaines du droit et en lien avec la fiscalité.

Regardez :

- Solidarité légale
- Solidarité conventionnelle
- Solidarité active / passive (droit civil)
- Solidarité ministérielle (droit constit.)
- Solidarité fiscale entre époux, entre parents
- Solidarité pénale
- Impôt de solidarité
- Impôt de solidarité sur la fortune
- Pacte civil de solidarité
- Fonds de solidarité
- Allocation de solidarité aux personnes âgées

Pas précisément là que nous serions instinctivement partis la chercher en premier...

Nous aurions plus naturellement fait rimer le mot avec « fraternité », « humanité », « générosité », « aider », « donner »...

Mais alors, qu'en est-il vraiment : esprit mal tourné, terme à la mode, victime de son effet de mode, mot caution, toujours aligné / a bien dérivé de son sens de principe républicain (...) ?

Allons voir cela de plus près tout de suite !



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

1) Surlignez dans le document suivant les éléments touchant au principe de solidarité.

Document 1 – Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.
2. Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps, les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :
3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.
4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.
5. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.
6. Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.
7. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.
8. Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.
9. Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.
10. La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.
11. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.
12. La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.
13. La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.
14. La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.
15. Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.
16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.
17. L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.
18. Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

- 2) Relisez maintenant le préambule de la Constitution de 1958 en vigueur aujourd'hui et expliquez pourquoi on peut parler de « constitutionnalisation de la solidarité ».

Document 2 – Préambule de la Constitution du 4 octobre 1958

Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.



Activité 1.

« Liberté, égalité, fraternité », devise de la République ornant, entre autres, le fronton de toutes les mairies de France. Nous nous intéresserons au troisième de ces mots, « fraternité », et allons nous demander quelle est la retranscription concrète de ce qui sonne comme une valeur morale de notre République. Précédemment, souvenez-vous, nous avons parlé de « QPC » : connaître déjà ce qu'il en retourne vous sera utile ici.



Les 3 capsules vidéo sélectionnées nous ramènent en 2018. La première vous présentera le cadre des événements ; la seconde vous détaillera la décision prise dans ce cadre par le Conseil Constitutionnel ; la troisième un court éclairage de son importance.



Après les avoir visionnées, expliquez en quoi ce que vous venez de voir revêt une grande importance.



L'ESSENTIEL

La fraternité est l'une des valeurs fondamentales de la République française, aux côtés de la liberté et de l'égalité. Elle renvoie à l'idée de solidarité entre les individus, c'est-à-dire au fait de se reconnaître comme membres d'une même communauté et d'agir en tenant compte des autres.

Longtemps considérée comme une valeur morale, la fraternité a progressivement pris une place plus importante dans le droit. Issue de la Révolution française, elle complète la liberté et l'égalité en rappelant que la vie en société ne peut pas reposer uniquement sur des droits individuels, mais suppose aussi des relations de solidarité et d'entraide entre les citoyens.

Cette évolution s'est confirmée récemment : en 2018, le Conseil constitutionnel a reconnu la fraternité comme un principe à valeur constitutionnelle. Cela signifie qu'elle peut être invoquée pour justifier certaines actions, notamment le fait d'aider autrui dans un but humanitaire, même en dehors de tout cadre légal strict.

Ainsi, la fraternité ne se limite pas à une idée abstraite : elle participe concrètement à la cohésion sociale en encourageant l'entraide, la solidarité et le respect des autres. Elle doit toutefois s'exercer dans le respect de l'ordre public, ce qui montre qu'elle s'inscrit dans un équilibre entre engagement individuel et cadre collectif.

Qu'est-ce que...
la fraternité républicaine ?



POUR ALLER

Un podcast autant intéressant qu'instructif où le regard aiguisé de professeurs de droit nous éclairera sur la question de savoir si d'avoir haussé ainsi la notion de fraternité au rang de norme juridique est un progrès.

